

Soutenez le personnel de la santé : **Dénoncez et opposez-vous aux coupes budgétaires dans ce secteur!**

Aux député·es du Grand conseil,

Le secteur de la santé parapublic est l'un des premiers domaines impactés par les annonces de coupes budgétaires « urgentes » estimées nécessaires par le Conseil d'Etat pour respecter le « petit équilibre ». L'Etat, officiellement, annonce que les mesures d'économie sont principalement réalisées dans les secteurs des achats de biens, services et marchandises. Nous constatons que seul le personnel de la santé est impacté par ces mesures d'économie, annoncées à la veille du 14 juin, dans un secteur très féminisé et impacté par une importante pénurie de personnel.

L'an dernier, nous vous avons informés de la précarité des conditions de travail et de salaires dans les hôpitaux régionaux, les EMS et les soins à domicile du canton. Pour rappel, ce sont 90 millions qui sont nécessaires à minima pour mettre à niveau les salaires de la CCT-SAN avec ceux de la CCT-HRC.

Vu les mesures budgétaires annoncées récemment par le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS), la crise à laquelle est confrontée le secteur de la santé va persister et s'aggraver : fermetures temporaires d'unités, restrictions budgétaires pour les hôpitaux de la FHV, suppressions de postes, suppressions d'acquis, péjoration des prestations... Dans ce secteur déjà très précaire, les conditions de travail se durcissent constamment année après année.

Pour pallier à l'impressionnante pénurie de personnel dans la santé, le programme InvestPro adopté par le Grand Conseil en août 2024 allouait un financement de CHF 5 millions en 2025 afin d'améliorer les conditions salariales de la CCT-SAN. En décembre 2024, lors de l'adoption du budget 2025, le Grand Conseil, en « contrepartie » notamment de la baisse fiscale de 7%, octroyait 9.5 millions supplémentaires pour la revalorisation des salaires de la CCT-SAN et pour lutter contre la pénibilité.

Alors que le Canton dispose d'une fortune de 2.85 milliards, c'est le secteur de la santé parapublique, très féminisé et très précaire, qui sera immédiatement impacté par les coupes budgétaires proposées par le DSAS. Des mesures d'économie dans le domaine de la santé et des soins sur lesquelles nous vous demandons d'intervenir et de requérir du Conseil d'Etat leur suppression, essentiellement pour stopper la détérioration des conditions de travail et de rémunération du personnel et préserver la qualité des prestations de soins et d'accompagnement dans les hôpitaux, les EMS et les soins à domicile.

Hormis les montants déjà engagés, tous les rattrapages salariaux prévus sont suspendus. (Les seuls montants engagés correspondent aux 5 millions du premier complément salarial 2025 du programme InvesPro, soit l'octroi d'une très modeste amélioration des salaires mensuels de CHF 25.- bruts pour un 100% pour les classes 5-23 des secteurs soin/médico-technique et social/accompagnement de la CCT-SAN.)

Avec les mesures d'économie envisagées par le DSAS, le secteur perd les 3/4 des revalorisations et améliorations salariales décidées par le Grand conseil, à savoir :

- **Les 9,5 millions** alloués par le Grand Conseil fin 2024 dont la répartition était la suivante :
 - **5 millions pour un complément salarial 2025**
 - **4.5 millions pour la revalorisation des horaires de contrainte.**
- **Les 3 millions InvestPro pour 2026**
- **Les 2 millions InvestPro pour 2027**

Le personnel de la santé parapublique rappelle l'importance de la répartition équitable des ressources de l'Etat par un financement des services publics de manière sociale et solidaire, afin de les rendre accessibles à l'ensemble de la population. Il s'oppose aux politiques d'austérités appliquées par l'actuel gouvernement cantonal. Le personnel demande au Grand conseil de s'opposer aux mesures d'économie envisagée, car elles frapperont durement et aveuglément les personnes les plus fragiles de ce canton.

Conformément au préambule de la constitution du Canton de Vaud, nous attendons de l'Etat qu'il mesure sa force au soin qu'il prend des plus faibles de ses membres !

Non aux mesures d'austérité, et spécifiquement dans le secteur de la santé !